



REPUBLIQUE FRANCAISE

METROPOLE DU GRAND PARIS

**SEANCE DU CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS
DU VENDREDI 25 SEPTEMBRE 2020**

**CM2020/09/25/23-48 : DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA METROPOLE DU GRAND
PARIS A L'ASSOCIATION ATEC ITS FRANCE**

DATE DE LA CONVOCATION : 18 septembre 2020
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208
PRESIDENT DE SEANCE : Patrick OLLIER
SECRETAIRE DE SEANCE : Quentin GESELL

LE CONSEIL DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5219-1 et L. 2121-33,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

VU la délibération BM2019/05/21/05 du 21 mai 2019 relative à l'adhésion de la Métropole du Grand Paris à l'association ATEC ITS France,

VU les statuts de l'association ATEC ITS France, annexés à la présente délibération,

VU les résultats du scrutin,

CONSIDERANT que la Métropole du Grand Paris doit désigner un représentant pour siéger au sein de l'assemblée générale de l'association ATEC ITS France, ,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 2121 -21 du code général des collectivités territoriales, les nominations prennent effet immédiatement, sans qu'il y ait besoin de procéder au scrutin secret,

APRES EN AVOIR DELIBERE

DESIGNE en qualité de représentants de la Métropole du Grand Paris à l'assemblée générale de l'association ATEC ITS France :

- Jean-Michel GENESTIER

DIT que cette désignation sera notifiée à l'association ATEC ITS France et au conseiller métropolitain.

A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES

Le Président de la
métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication.

